

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
AZERBAÏDJAN	<i>Gafgaz Mammadov</i>	Lien	14/03/2016	Dispersion de manifestations et arrestation de manifestants.	Lien	Décision
AZERBAÏDJAN	<i>Mammadli</i> (groupe)	Lien	19/07/2018	Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour leurs activités dans le domaine de l'observation électorale (<i>Mammadli</i>) ou pour leur engagement politique et social actif (<i>Rashad Hasanov et autres</i>), en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5.	Lien	Décision
BELGIQUE	<i>Vasilescu</i> (groupe)	Lien	20/04/2015	Problème structurel concernant la surpopulation, les conditions matérielles de détention dans les prisons et l'absence de recours effectif.	Lien	Décision
BOSNIE- HERZÉGOVINE	<i>Sejdić et Finci</i> (groupe)	Lien	22/12/2009	Discrimination fondée sur des considérations ethniques en raison de l'impossibilité pour les personnes non affiliées à l'un des « peuples constituants » (bosniaques, croates ou serbes) de se porter candidat aux élections de la Chambre des Peuples et à la Présidence.	Lien	Décision
BULGARIE	<i>C.G. et autres</i> (groupe)	Lien	24/07/2008	Défaillances dans le contrôle judiciaire , mis en place en 2003, des expulsions et éloignement d'étrangers pour motif de sécurité nationale.	Lien	Décision
BULGARIE	<i>S.Z.</i>	Lien	03/06/2015	Problème systémique d'ineffectivité des enquêtes pénales en Bulgarie au regard de dysfonctionnements qui affectent à la fois les enquêtes contre des individus privés et celles contre des forces de l'ordre et absence de garantie d'indépendance d'une enquête pénale contre le Procureur Général.	Lien	Décision
	<i>Kolevi</i>	Lien	05/02/2010			
CROATIE	<i>Statileo</i> (groupe)	Lien	10/10/2014	Restrictions légales à l'usage de propriétés par les propriétaires , y compris par le biais d'un système de contrôle des loyers pour les appartements soumis à des baux protégés.	Lien	Décision <i>Point reporté</i>
CHYPRE	<i>M.A.</i> (groupe)	Lien	23/10/2013	Absence de recours avec effet suspensif dans les procédures d'éloignement et absence de contrôle à bref délai de la légalité de la détention.	Lien	Décision
GÉORGIE	<i>Merabishvili</i>	Lien	28/11/2017	Absence de décisions suffisamment motivées des juridictions nationales pour maintenir en détention provisoire le requérant, ancien Premier ministre et ministre de l'Intérieur, et utilisation de la détention provisoire par le Procureur général pendant cette période pour un motif illégitime visant à faire pression sur le requérant afin qu'il fournisse des informations sur des questions sans rapport avec l'affaire pénale engagée contre lui (violations de l'article 5 § 3 et de l'article 18 combiné avec l'article 5 § 1).	Lien	Décision
GRÈCE	<i>Bekir-Ousta et autres</i> (groupe)	Lien	11/01/2008	Refus des tribunaux nationaux d'enregistrer des associations.	Lien	Décision
HONGRIE	<i>Gazsó</i> (groupe)	Lien	16/10/2015	Durée excessive des procédures judiciaires et absence de recours effectif à cet égard.	Lien	Décision
HONGRIE	<i>Varga et autres</i> <i>István Gábor Kovács</i> (groupe)	Lien Lien	10/06/2015 28/04/2012	Surpopulation carcérale et mauvaises conditions de détention , absence de recours effectif à cet égard et autres déficiences dans la protection des droits des détenus.	Lien	Décision
ITALIE	<i>Khlaifia et autres</i>	Lien	15/12/2016	Absence de base légale claire et prévisible pour la rétention de migrants irréguliers débarqués sur les côtes italiennes en 2011 dans le cadre des événements liés au « printemps arabe » en Tunisie ; absence de contrôle judiciaire national de la légalité de la rétention et des conditions d'accueil.	Lien	Décision
ITALIE	<i>Cordella et autres</i>	Lien	24/06/2019	Absence de réaction des autorités face à la pollution de l'air occasionnée par une aciérie , au détriment de la santé de la population voisine et absence de recours effectif pour obtenir la décontamination des zones affectées.	Lien	Décision

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>Ozdi et autres</i>	Lien	11/09/2019	Transfert extrajudiciaire de personnes vers la Turquie , au mépris du droit national et international.	Lien	Décision
PAYS BAS	<i>Corallo</i>	Lien	09/10/2018	Mauvaises conditions de détention à Saint Martin (partie caraïbe du Royaume des Pays-Bas) dans l'attente d'une procédure d'extradition .	Lien	Décision
NORVÈGE	<i>Strand Lobben et autres</i> (groupe)	Lien	05/09/2019	Diverses lacunes dans le processus décisionnel dans le cadre de procédures en matière de protection de l'enfance .	Lien	Décision
POLOGNE	<i>P. et S.</i>	Lien	30/01/2013	Manquement à l'obligation de fournir à une mère et sa fille mineure un accès effectif à des informations fiables sur les conditions et procédures à suivre pour accéder à l'avortement légal ; divulgation des données personnelles des requérantes et détention illégale de la requérante mineure.	Lien	Décision
POLOGNE	<i>Tysiac</i> <i>R.R.</i>	Lien Lien	24/09/2007 28/11/2011	Absence de cadre juridique approprié pour l'exercice du droit à l'avortement thérapeutique en cas de désaccord entre la patiente et le médecin spécialiste (<i>Tysiac</i>) et défaut d'accès aux tests prénataux permettant de prendre une décision éclairée sur l'opportunité de procéder à un avortement (<i>R.R.</i>)	Lien Lien	Décision
PORTUGAL	<i>Petrescu</i>	Lien	03/03/2020	Surpeuplement, mauvaises conditions de détention dans les prisons et absence de recours effectif.	Lien	Décision
ROUMANIE	<i>S.C. Polyinvest S.R.L. et autres et Omegatech Enterprises Ltd.</i>	Lien	29/03/2018	Non-exécution de sentences arbitrales enjoignant à une société contrôlée par l'État à payer diverses sommes aux sociétés requérantes.	Lien	Décision
ROUMANIE	<i>Rezmiveş et autres</i> <i>Bragadireanu</i> (groupe)	Lien Lien	25/07/2017 06/03/2008	Surpopulation et mauvaises conditions de détention dans les prisons et dépôts de la police ; absence de recours effectif à cet égard ; insuffisance des soins médicaux et autres défaillances en matière de protection des droits des détenus.	Lien	Décision
ROUMANIE	<i>Săcăleanu</i> (groupe)	Lien	06/12/2005	Manquement ou retard substantiel dans l'exécution de décisions judiciaires internes définitives contre l'État ou les entreprises publiques.	Lien	Décision
ROUMANIE	<i>Străin et autres</i> (groupe) <i>Maria Atanasiu et autres</i>	Lien Lien	30/11/2005 12/01/2011	Ineffectivité du mécanisme mis en place afin de permettre la restitution de ou l'indemnisation pour les propriétés nationalisées .	Lien Lien	Décision
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Catan et autres</i>	Lien	19/10/2012	Violation du droit à l'instruction des élèves ou parents d'élèves d'écoles utilisant l'alphabet latin situées dans la région transnistrienne de la République de Moldova.	Lien	Décision <i>Point reporté</i>
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Géorgie (I) c. Fédération de Russie</i>	Lien	14/09/2009	Diverses violations liées à l'arrestation, la détention et l'expulsion collective de la Fédération de Russie de ressortissants géorgiens en 2006-2007 .	Lien	Décision
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Klyakhin</i> (groupe) (Affaires <i>Pichugin</i>)	Lien	17/07/2014	Divers problèmes concernant la détention provisoire .	Lien	Décision
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Navalnyye</i>	Lien	05/03/2018	Condamnation pénale basée sur un procès inéquitable et une application arbitraire du droit pénal.	Lien	Décision
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Tomov et autres</i> (groupe)	Lien	09/07/2019	Mauvaises conditions de transport des détenus .	Lien	Décision
SUISSE	<i>Al-Dulimi et Montana Management Inc.</i>	Lien	21/06/2016	Absence de contrôle judiciaire approprié de procédures de gel et confiscation de biens , initiées en 2006 en Suisse en vertu des Résolutions 1483 (2003) et 1518 (2003) du Conseil de Sécurité des NU.	Lien	Décision

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – Affaires examinées lors de la 1398^{ème} réunion (DH)

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
TURQUIE	<i>Association de solidarité avec les témoins de Jéhovah et autres</i>	Lien	17/10/2016	Règles d'urbanisme restrictives empêchant une petite communauté religieuse d'avoir un lieu de culte.	Lien	Décision
TURQUIE	<i>Ahmet Yildirim</i> (groupe)	Lien	18/03/2013	Restrictions d'accès à internet et blocage en masse de sites internet.	Lien	Décision
TURQUIE	<i>Chypre c. Turquie</i>	Lien (satisfaction équitable)	10/05/2001 12/05/2014	14 violations en relation avec la situation dans la partie nord de Chypre.	Lien	Décision
TURQUIE	<i>Varnava et autres</i>	Lien	18/09/2009	Absence d'enquête effective sur le sort de neuf Chypriotes grecs disparus durant les opérations militaires menées par la Turquie à Chypre en 1974.	Lien	Décision
TURQUIE	<i>Kavala</i>	Lien	11/05/2020	Détention injustifiée et prolongée du requérant sans soupçon raisonnable et dans le but inavoué de le réduire au silence.	Lien	Décision
TURQUIE	<i>Selahattin Demirtaş (n° 2)</i>	Lien	22/12/2020	Détention injustifiée du requérant en l'absence de raisons plausibles de le soupçonner d'avoir commis une infraction, poursuivant un but inavoué, à savoir celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique, levée imprévisible de l'immunité parlementaire et procédure pénale qui s'en est suivie pour sanctionner le requérant en raison de ses discours politiques.	Lien	Décision
UKRAINE	<i>Koval et autres</i> (groupe)	Lien	15/02/2013	Perquisition et saisie illégales de biens et absence d'enquête effective.	Lien	Décision
UKRAINE	<i>Yuriy Nikolayevich Ivanov</i> <i>Zhovner</i> (groupe) <i>Burmych et autres</i>	Lien Lien Lien	15/01/2010 29/09/2004 12/10/2017	Non-exécution de décisions judiciaires internes contre l'État ou les entreprises publiques.	Lien	Décision
UKRAINE	<i>Kaverzin</i> <i>Afanasyev</i> (groupe) <i>Belousov</i>	Lien Lien Lien	15/08/2012 05/07/2005 07/02/2014	Mauvais traitements / torture par la police et absence d'enquête effective.	Lien	Décision
ROYAUME-UNI	<i>McKerr</i> (groupe)	Lien	04/05/2001	Actions des forces de sécurité en Irlande du Nord dans les années 1980 et 1990 ; défaut d'enquêtes effectives conformes à l'article 2.	Lien	Décision